

N° 1834.

BRÉSIL ET VENEZUELA

Traité relatif à l'établissement des normes auxquelles les autorités des deux Parties contractantes devront se conformer en cas de troubles intérieurs dans les deux pays. Signé à Rio-de-Janeiro, le 13 avril 1926.

BRAZIL AND VENEZUELA

Treaty regarding the Establishment of Rules to which the Authorities of the two Contracting Parties shall have to conform in case of Internal Disturbances occurring in either Country. Signed at Rio de Janeiro, April 13, 1926.

¹ TRADUCTION.

N^o 1834. — TRAITÉ ENTRE LE BRÉSIL ET LE VENEZUELA RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT DE NORMES AUXQUELLES DEVRONT SE CONFORMER LES AUTORITÉS DES DEUX PARTIES CONTRACTANTES EN CAS DE TROUBLES INTÉRIEURS DANS LES DEUX PAYS. SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 13 AVRIL 1926.

Les soussignés, à savoir: L'ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU VENEZUELA, et LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, convaincus que l'établissement de règles invariables auxquelles devront se conformer les autorités de leurs pays dans les cas où l'ordre intérieur de l'un quelconque de ces pays viendrait à être troublé, contribuera efficacement au maintien des relations traditionnelles d'amitié et de concorde qui unissent les deux Républiques, et dûment autorisés à cet effet, ont décidé de formuler les règles suivantes, que leurs gouvernements respectifs s'engagent à exécuter et à faire exécuter dans le cas déplorable où des troubles intérieurs se produiraient dans l'un quelconque des deux pays.

Article premier.

Le gouvernement du pays dont l'ordre intérieur se trouvera troublé portera ce fait à la connaissance du gouvernement de l'autre Etat.

L'exécution des règles indiquées ci-dessous ne sera pas subordonnée à la notification susmentionnée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1834. — TREATY BETWEEN BRAZIL AND VENEZUELA REGARDING THE ESTABLISHMENT OF RULES TO WHICH THE AUTHORITIES OF THE TWO CONTRACTING PARTIES SHALL HAVE TO CONFORM IN CASE OF INTERNAL DISTURBANCES OCCURRING IN EITHER COUNTRY. SIGNED AT RIO-DE-JANEIRO, APRIL 13, 1926.

The undersigned, namely, THE ENVOY EXTRAORDINARY AND MINISTER PLENIPOTENTIARY OF THE REPUBLIC OF VENEZUELA, and THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being convinced that the establishment of fixed rules concerning the conduct of the authorities of their countries in case of internal disturbances in either country, will contribute effectively to the maintenance of the traditional relations of friendship and concord which unite the two Republics, and being duly authorised to that effect, have decided to draw up the following regulations which their respective Governments undertake to observe and enforce in the event of internal disturbances unfortunately arising in one of the two countries.

Article I.

The Government of the country in which internal disturbances arise shall notify the fact to the Government of the other State.

The enforcement of the regulations given below shall not be conditional upon the above-mentioned notification.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Dans le cas de désordre intérieur, le gouvernement du pays qui en aura reçu notification, prendra toutes mesures utiles pour empêcher que les habitants de son territoire, nationaux ou étrangers, puissent participer ou participent aux préparatifs belliqueux ou à l'obtention de moyens destinés à troubler l'ordre de l'autre Etat.

Article III.

Ledit gouvernement internera les personnes qui, trouvées dans une zone frontière d'une étendue de 60 km., seraient notoirement à la tête du mouvement subversif ou qui, affiliées à ce mouvement, se disposeraient à le rejoindre.

Article IV.

Ledit gouvernement internera toute force ou contingent rebelle qui aurait été contraint de passer la frontière. Il pourra le garder dans des camps ou dans des lieux appropriés, tant que dureront les troubles survenus dans le pays voisin.

Article V.

Lorsqu'un gouvernement adressera une demande d'internement à l'autre gouvernement, celui-ci pourra s'assurer de l'existence des conditions propres à justifier la mesure demandée.

De même, dans tous les cas d'internement visés par le présent traité, il appartient exclusivement au gouvernement du pays qui interne de se prononcer sur chacun d'eux.

Article VI.

Les internés pourront demander au gouvernement du pays où ils se trouvent de sortir du territoire, et cette autorisation leur sera accordée, moyennant avis adressé à l'autre gouvernement, et à condition qu'ils ne se dirigent pas vers les territoires où sévissent les troubles.

Article II.

In the event of internal disturbances, the Government of the country notified shall take all necessary measures to prevent the inhabitants of its territory, whether nationals or aliens, from taking part in warlike preparations, or from obtaining materials wherewith to disturb the peace of the other State.

Article III.

The aforesaid Government shall intern any persons found within a frontier zone of 60 kilometres, who are known to be at the head of the subversive movement or who, having relations with the movement, are preparing to join it.

Article IV.

The aforesaid Government shall intern any rebel force or contingent which may have been compelled to cross the frontier. It may detain such force in camps or suitable quarters for the duration of the disturbances which have arisen in the neighbouring country.

Article V.

When one Government addresses a request for internment to the other Government, the latter shall be entitled to satisfy itself as to the existence of conditions justifying the measures requested.

Similarly, in all cases of internment covered by the present Treaty, the Government of the interning country shall have the exclusive right to form its own opinion in each case.

Article VI.

Interned persons may apply to the Government of the country in which they are for permission to leave its territory, and they shall be authorised so to do after the other Government has been duly notified, and provided they do not proceed to the disturbed areas.

Article VII.

Dans les cas de troubles intérieurs survenus dans un Etat, le gouvernement de l'autre pays devra dûment prêter assistance aux blessés et malades de toute force ou de tout contingent qui passe la frontière, en traitant ensuite chaque cas individuel suivant les circonstances.

Article VIII.

Toutes les dépenses nécessitées par l'internement seront à la charge de l'Etat dont l'ordre intérieur aura été troublé.

Article IX.

Les deux gouvernements s'engagent à dissoudre toute espèce de « Juntas » ou Comités constitués manifestement en vue de provoquer ou d'entretenir les révolutions dans l'autre Etat.

Article X.

Les deux gouvernements empêcheront, autant que possible, les individus isolés de passer la frontière pour se mettre au service des rebelles.

Article XI.

Les gouvernements des deux Etats empêcheront le trafic des armes et munitions de guerre destinées à l'autre pays, à l'exception de celles qui appartiennent aux gouvernements.

Article XII.

Ils empêcheront de même le trafic particulier de matériel de transport ou de communications terrestres, aériennes, maritimes ou fluviales, lorsque ce matériel sera manifestement destiné à être employé par les rebelles.

Article XIII.

Ledit gouvernement prendra les mesures propres à empêcher que ses lignes ou stations télégraphiques ou téléphoniques, radiotélégraphiques ou radiotéléphoniques puissent être utilisées au profit des perturbateurs de l'ordre.

Article VII.

In the event of internal disturbances arising in either State, the Government of the other State shall duly give aid to the wounded and sick of any force or contingent crossing its frontier, dealing thereafter with each particular case according to circumstances.

Article VIII.

All expenditure involved by the internment shall be borne by the State in which the disturbances have arisen.

Article IX.

The two Governments shall undertake to dissolve any kind of « Junta » or Committees formed for the manifest purpose of provoking or fostering revolutions in the other State.

Article X.

The two Governments shall, as far as possible, prevent isolated individuals from crossing the frontier in order to enter the service of the rebels.

Article XI.

The Governments of the two States shall prevent traffic in arms or munitions of war intended for the other country, with the exception of those belonging to the Governments.

Article XII.

They shall also prevent private traffic in material for transport or communications by land, air, sea or river, when such material is manifestly intended for the use of the rebels.

Article XIII.

The aforesaid Government shall adopt the necessary measures to prevent its telegraphic, telephonic, radio-telegraphic or radio-telephonic lines or stations from being used for the benefit of disturbers of the peace.

Article XIV.

Ledit gouvernement est tenu d'user de tous les moyens dont il dispose pour empêcher, sur le territoire de sa juridiction, qu'une embarcation quelconque soit équipée ou armée, ou adaptée à un usage guerrier, lorsque, pour des motifs plausibles, on la croit destinée à croiser ou à se livrer à des opérations au profit des rebelles.

Les dispositions de l'article IV seront applicables à l'équipage de toute embarcation armée sur pied de guerre, au service des rebelles.

Article XV.

Le présent traité est signé *ad referendum* du pouvoir législatif des deux pays.

Article XVI.

Le présent traité entrera en vigueur dès qu'aura eu lieu l'échange des ratifications et demeurera en vigueur une année après sa dénonciation par l'une quelconque des Parties.

En foi de quoi, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République du Venezuela et le ministre d'Etat des Affaires étrangères des Etats-Unis du Brésil susmentionnés, ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rio-de-Janeiro en double exemplaire, de même teneur et aux mêmes effets, en Portugais et en Espagnol, le treize du mois d'avril mil-neuf cent vingt-six.

(L. S.) José Abel MONTILLA.

(L. S.) José Félix ALVES PACHECO.

Article XIV.

The aforesaid Government shall undertake to use all the means at its disposal to prevent any vessel in its territorial waters from being equipped, armed or adapted for warlike purposes, when there is good reason to believe that it is intended to cruise or undertake operations for the benefit of the rebels.

The provisions of Article IV shall be applicable to the crew of any vessel armed for war in the service of the rebels.

Article XV.

The present Treaty is signed subject to approval by the legislative Power of the two countries.

Article XVI.

The present Treaty shall come into force immediately after the exchange of ratifications and shall remain in force until a year after its denunciation by either of the Parties.

In faith whereof the aforesaid Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Venezuela and the Minister for Foreign Affairs of the United States of Brazil have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro in two copies of the same tenor and to the same effect, in Portuguese and in Spanish, on the thirteenth day of April, one thousand nine hundred and twenty-six.